



Égalité chérie

Bonneiteu dans une rue de Londres.

Eric D. Gould et Alexander Hijzen

«**F**AITES-MOI confiance» : expression courante qui éveille souvent des soupçons. Le déficit de confiance observé ces derniers temps aux États-Unis et dans le monde pourrait avoir de graves conséquences. Situons le problème en prenant l'exemple du bonneiteu, pratiqué à la sauvette un peu partout dans le monde. La plupart des badauds hésitent à parier, car ils se méfient du jeu ou de son meneur. De même, lorsque les activités économiques et politiques semblent inéquitables ou leurs acteurs peu fiables, les citoyens cherchent à être rassurés avant d'y participer. S'ils risquent de ne pas percevoir l'activité économique et politique comme équitable c'est sans doute en partie à cause des inégalités économiques grandissantes.

Nos études tentent de déterminer si le déclin de confiance et de «capital social» est une réaction au creusement des inégalités de revenu.

Ciment social

La confiance est un élément clé du capital social qui permet aux «participants d'agir ensemble pour mieux atteindre des objectifs communs» (Putnam, 1995). Des enquêtes permettent de mesurer la confiance dite généralisée : celle qu'inspirent des inconnus, plutôt que des amis ou des parents. L'une des questions posées est souvent : «En général, pensez-vous que la plupart des personnes sont fiables ou que l'on n'est jamais trop prudent avec autrui?».

Ces 40 dernières années, la confiance généralisée a considérablement baissé aux

L'inégalité aux États-Unis et en Europe mine la confiance au sein de la société et menace la croissance économique

États-Unis. Depuis le début des années 70, la proportion de ceux qui répondent que la plupart des personnes sont fiables est passée d'environ 50 % à 33 % (voir graphique). En outre, le changement de la composition démographique américaine masquerait l'ampleur de ce déclin. En faisant la part des changements démographiques, la baisse de la confiance généralisée est encore plus prononcée, notamment parce que la population est plus instruite et, de ce fait, tend à faire plus confiance. La confiance envers l'État recule aussi. Ces tendances peuvent compromettre l'efficacité des politiques publiques et réduire le soutien populaire aux partis politiques traditionnels.

L'évolution du capital social dans d'autres pays avancés est peu documentée et les données ne permettent pas d'être catégorique. Des informations ponctuelles et des résultats électoraux récents révèlent cependant un mécontentement dans bien des pays européens. L'hypothèse générale, certes à débattre, est que cela aboutit à une diminution de la confiance et du capital social.

Règles du jeu équitables

Les inégalités économiques se creusent aux États-Unis et dans beaucoup de pays développés. Ce facteur est souvent considéré comme une cause majeure du déclin de confiance; il peut rendre l'économie moins équitable ou provoquer des fractures entre groupes socioéconomiques.

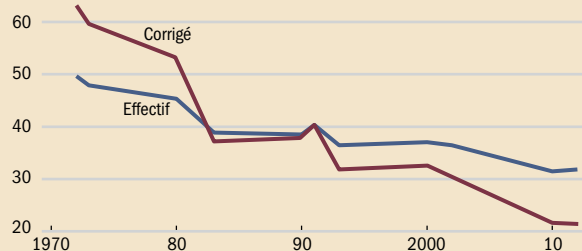
Si les disparités économiques résultent des origines familiales, des relations ou du pur hasard, plutôt que du mérite, elles peuvent sembler très injustes et donc saper la confiance dans l'autre et dans l'État. Dans ce cas, elles sont fortement persistantes et la mobilité sociale est réduite, d'où une profonde **inégalité de chances** (Putnam, 2015).

La situation économique détermine également le statut socioéconomique. Si celui-ci est lié à des valeurs communes renforçant la confiance, un vaste écart de revenus va éroder le sentiment général de confiance en cas de conflit de valeurs. Autrement dit, «la familiarité engendre la confiance» (Coleman, 1990). D'après cet argument, des **situations inégales** reflètent le degré de stratification sociale.

Confiance en berne

Depuis les années 70, la part des citoyens américains faisant confiance à autrui a chuté.

(pourcentage de la population en âge de travailler répondant que la plupart des gens sont fiables)



Source : General Social Survey, 1972-2012.

Note : «Effectif», correspond au pourcentage effectif des personnes qui ont répondu que la plupart des gens sont fiables. «Corrigé» correspond au résultat en faisant la part de l'évolution des particularités démographiques des États-Unis.

Nombre d'études indiquent une forte corrélation entre confiance généralisée et inégalités économiques. Pour preuve, l'enquête sociale générale aux États-Unis montre que la confiance est plus faible dans les États où les inégalités sont importantes (exemples : Alesina et La Ferrara, 2002; Rothstein et Uslaner, 2005). L'enquête mondiale sur les valeurs révèle que la confiance est plus élevée dans les sociétés plus égalitaires (exemple : Zak et Knack, 2001). Cela ne signifie pas nécessairement que la variation de la confiance selon les régions ou les pays *résulte* de la variation des inégalités. La confiance et les inégalités pourraient résulter d'un autre facteur. Il est toutefois important d'établir la causalité, du fait des conséquences très différentes sur le plan des politiques. S'il y a un lien de causalité, des politiques ciblant les inégalités économiques (augmentation du salaire minimum, impôts plus progressifs, compléments de revenu aux pauvres) pourraient être la solution. Mais si la corrélation entre inégalité et confiance est due

Aux États-Unis, des inégalités généralisées entament fortement la confiance entre les personnes.

à un autre facteur, ces mesures ne rétabliront pas la confiance. Pour l'heure, les données faisant systématiquement état d'une causalité entre inégalité et confiance sont limitées.

Nos travaux cherchent à déterminer si le déclin de confiance et de capital social est une réaction aux inégalités de revenu grandissantes. Ils s'appuient sur des données de l'enquête nationale sur les élections pour les États-Unis et de l'enquête sociale européenne pour l'Europe. Pour les États-Unis, ils exploient la variation entre États et dans le temps (1980-2010) et pour l'Europe, la variation entre pays européens et dans le temps (2002-12).

Les résultats montrent clairement qu'aux États-Unis, des inégalités généralisées entament fortement la confiance entre les personnes. Il en ressort que l'aggravation des inégalités explique à 44 % la perte de confiance observée. Au plan qualitatif, il en va de même de la «confiance envers l'État». L'on constate toutefois que différentes sources d'inégalités causent une variation importante des effets de l'inégalité sur la confiance et le capital social.

L'inégalité *au sein de* groupes socioéconomiques, définis par l'éducation, l'âge et l'activité économique, affaiblit la confiance et le capital social, mais ce n'est pas le cas de l'inégalité *entre* groupes de différents niveaux d'éducation. Lorsque l'inégalité de revenu se creuse entre personnes semblables au plan de l'âge, de l'éducation et du type de métier, la confiance s'érode, mais l'inégalité entre personnes ayant choisi des études ou des métiers différents n'affecte pas la confiance. Cela peut s'expliquer par le fait que l'inégalité découlant de choix et d'investissements différents en matière de capital humain est

plus compréhensible et semble juste. Cependant, celle qui résulte du hasard ou de facteurs inexplicables cause une perte de confiance entre les personnes et envers l'État.

En outre, l'effet des inégalités sur la confiance et le capital social aux États-Unis est dû en grande partie aux différences salariales croissantes au bas de l'échelle des revenus. Ces inégalités ne causent toutefois pas un surcroît de demandes de redistribution. Les politiques visant à rétablir la confiance en réduisant la dispersion des salaires avant impôts et prestations (par exemple salaire minimum ou conventions collectives) semblent donc plus prometteuses que la redistribution via un impôt sur le revenu plus progressif ou l'augmentation des dépenses sociales. Autrement dit, un emploi de qualité procurant dignité et un salaire décent signifie bien plus qu'un bon revenu.

Les pays européens enregistrent des résultats similaires. L'impact des inégalités sur la confiance dépasse donc les États-Unis et touche des pays avancés aux structures institutionnelles différentes. Cependant, à la différence des États-Unis, cet impact est plus général en Europe. Les inégalités entre revenus au sommet et au bas de l'échelle minent la confiance et le capital social. En Europe, à la différence des États-Unis, elles semblent accroître la demande de politiques de redistribution sous forme d'impôts plus progressifs ou de renforcement de la protection sociale.

Qui est concerné?

L'érosion de la confiance et du capital social est préoccupante à cause de ses effets sur la cohésion sociale, mais sans doute aussi sur l'activité économique. De nombreuses études sur l'économie culturelle montrent que la confiance est un ingrédient nécessaire à la bonne tenue de l'économie.

Elles décrivent deux façons essentielles dont la confiance influe sur l'économie. Premièrement, elle balise la voie de l'interaction économique privée en remplaçant les coûts de transaction, comme les frais de justice et d'assurance, par des moyens informels et moins coûteux de conclure et d'honorer des accords. De plus, une confiance accrue peut rendre la surveillance des salariés et la détermination des récompenses appropriées moins difficiles et onéreuses.

Deuxièmement, la confiance peut favoriser la coopération dans la sphère publique en réduisant les problèmes d'action collective liés à la fourniture de biens publics et en améliorant la qualité globale des institutions. L'État peut être incapable de régler des problèmes socioéconomiques pressants dans une société méfiante, intolérante et divisée, surtout s'agissant de réformes constitutionnelles et de traités internationaux, qui requièrent un soutien populaire conséquent. La méfiance réduit également la crédibilité des politiques publiques, sapant leur aptitude à améliorer les incitations économiques et le comportement économique des citoyens et des entreprises. Dans ce cas, elle empêche l'application effective des politiques.

En outre, il y a de plus en plus de données empiriques qui montrent que la confiance favorise la croissance économique en général, notamment à travers le commerce international, le développement financier, l'innovation, l'entrepreneuriat

et une forte productivité. Par exemple, une méfiance envers le système financier peut dissuader les particuliers d'investir en bourse. De même, des entreprises méfiantes pourraient renoncer à externaliser ou à délocaliser, et ainsi perdre des débouchés rentables.

Vu l'augmentation des inégalités dans bien des pays avancés et le rôle de la confiance dans l'économie, nos résultats montrent que des disparités grandissantes risquent de miner la croissance et le développement de façon certes indirecte, mais notable. Cette étude complète donc les travaux empiriques récents qui montrent que les inégalités réduisent la croissance (Dabla-Norris *et al.*, 2015; Cingano, 2014; Ostry, Berg et Tsangarides, 2014) dévoilant, données à l'appui, les mécanismes à l'œuvre.

L'aggravation des inégalités économiques aux États-Unis et dans d'autres pays avancés a peut-être brisé l'espoir dans des processus économiques, des dynamiques sociales et des pratiques politiques générateurs de résultats équitables. Un recul de la participation économique, la polarisation sociale et l'abandon de la politique traditionnelle pourraient en être les retombées. ■

Eric D. Gould est professeur d'économie à la Hebrew University et chercheur au Centre for Economic Policy Research. Alexander Hijzen est économiste principal à l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Cet article s'inspire du document de travail n° 16/176 du FMI, publié par les auteurs sous le titre «Growing Apart, Losing Trust? The Impact of Inequality on Social Capital». Il ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'OCDE ou de ses États membres.

Bibliographie :

- Alesina A., and E. La Ferrara. 2002. "Who Trusts Others?" *Journal of Public Economics* 85: 207-34.
- Cingano, Federico. 2014. "Trends in Income Inequality and Its Impact on Economic Growth." *OECD Social, Employment and Migration Working Paper 163, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.*
- Coleman, James S. 1990. *Foundations of Social Theory.* Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Dabla-Norris, Era, Kalpana Kochhar, Nujin Suphaphiphat, Frantisek Ricka, and Evridiki Tsounta. 2015. "Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective." *IMF Staff Discussion Note 15/13, International Monetary Fund, Washington, DC.*
- Ostry, Jonathan D., Andrew Berg, and Charalambos G. Tsangarides. 2014. "Redistribution, Inequality, and Growth." *IMF Staff Discussion Note 14/02, International Monetary Fund, Washington, DC.*
- Putnam, R. D. 1995. "Tuning In, Tuning Out: The Strange Disappearance of Social Capital in America." *Political Science and Politics* 28 (4): 664-65.
- . 2015. *Our Kids: The American Dream in Crisis.* New York: Simon & Schuster.
- Rothstein, B., and E. M. Uslaner. 2005. "All for All: Equality, Corruption, and Social Trust." *World Politics* 58: 41-72.
- Zak, P. J., and S. Knack. 2001. "Trust and Growth." *Economic Journal* 111 (470): 291-321.